

REGRESSION DE ACTION SOCIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE D'ETAT : DANGER !

Le gouvernement persiste et signe une baisse drastique des crédits sociaux interministériels au PLF 2014.

La réduction, d'environ 9 % en projet de loi de finances, se traduirait par une baisse de 19 M € avec les mises en réserves ultérieures, soit plus de 14 % de baisse du budget de l'action sociale des agents de l'État. Ce qui va entraîner de fortes répercussions sur l'offre de prestations sociales aux agents.

Les mesures prises sont inconcevables et inacceptables : c'est la première fois qu'un gouvernement s'attaque directement aux conditions de vie des agents de l'État en supprimant à 100 000 d'entre eux la possibilité d'obtenir des prestations d'action sociale.

Comment peut-on prévoir de suspendre l'aide à l'installation des nouveaux affectés (AIP), mise en place en 1990 (sous Durafour), alors que les logements sociaux sont de plus en plus rares et inaccessibles aux agents de la FPE, sauf à vouloir à terme reconstruire des zones de service public où les agents ne voudront plus aller résider à la sortie des concours, parce qu'ils ne pourront pas accéder à une location trop onéreuse pour leurs revenus ?

Comment peut-on prévoir aussi de supprimer la tranche d'aide minimale des CESU excluant ainsi 41 % des bénéficiaires actuels, alors que la scolarisation des jeunes enfants a fortement reculé, que les insuffisances d'accueil en crèche sont criantes et que la garde d'enfants pèse lourdement sur l'emploi des femmes ?

Cette amputation des crédits sociaux s'ajoute aux autres mesures relatives au pouvoir d'achat des agents : gel de la valeur du point d'indice poursuivi jusqu'en 2015, aggravation des prélèvements et des conditions des retraites... Trop c'est trop !

Alors qu'ils représentent la moitié des effectifs de l'État, les personnels de l'Éducation Nationale, dont l'indigence de l'action sociale ministérielle est patente, seront massivement touchés par ces mesures.

Après deux ans de mise à plat et de débats sur l'avenir de l'action sociale, et bien que les missions IGAS/CGEFI aient pointé la nécessité et l'urgence d'aller vers plus d'équité, c'est l'inégalité de traitement des agents de l'État en matière d'action sociale qui va s'accroître...

Jamais l'Etat employeur n'aura contredit aussi vite le gouvernement en faisant le contraire de ce qu'il affiche. Conduire une politique volontariste en matière d'égalité femme/homme, annoncer la création de 100 000 places en crèches, afficher une volonté de conduire une politique de renforcement du logement social ou de la prévention de la dépendance des personnes âgées... justifient pour le moins un engagement de l'état employeur en direction de ses agents.

Jamais encore un gouvernement ne s'était attaqué aussi fort à la politique d'action sociale.

Avec la FSU, les 8 organisations syndicales de la fonction publique d'Etat, dans l'unité la plus totale, condamnent et refusent ces mesures.

L'état employeur doit donner l'exemple et mobiliser tous les moyens nécessaires à une vraie politique d'action sociale pour ses agents.

La FSU continuera à exiger le maintien des prestations sociales existantes avec un budget qui tienne compte de leur évolution au regard des besoins des agents, sécurisé par la loi et non pas soumis aux aléas des rabots budgétaires.

La FSU entend que l'action sociale redevienne un vrai sujet dans le cadre de l'agenda social.